

# Champ libre

## Jean Arthuis ... Michel Henry ... Pascal Massol...



### "La compétitivité est autant l'affaire des agriculteurs que du législateur"

**Jean Arthuis,** président centriste du Conseil général de la Mayenne et de la commission des Finances au Sénat, n'a pas voté la loi de modernisation agricole qu'il trouve "incantatoire". Pour lui, la solution viendra aussi des agriculteurs, qui doivent s'interroger sur le niveau de leurs investissements.

Propos recueillis par Rémi Hagel  
remi.hagel@aveniragricole.net

**O**n fait trop de lois, qui ne sont souvent que des véhicules de communication. J'ai voulu marquer le coup et rappeler au gouvernement ses obligations. Il a pris récemment deux engagements : arrêter d'édicter de nouvelles normes synonymes de dépenses ; et ne plus voter de nouvelles mesures fiscales en dehors de la loi de Finances. Cette loi contrevient à ce double engagement. C'est un impératif absolu que de réduire la dette publique, qui vient de franchir 80% du PIB. Je ne suis pas sûr que la LMA réponde à tous les enjeux de l'agriculture française. Je suis impressionné par les progrès de l'Allemagne qui gagne en compétitivité. Au niveau européen, on a évidemment le problème de l'harmonisation de la fiscalité et du droit social. Nous devons lutter contre les distorsions de concurrence. C'est pour cela que le législateur devrait alléger les cotisations sociales et leur substituer un supplément de TVA. Nos coûts de production seraient allégés. Je défends la "TVA sociale" car elle serait supportée par le lait importé. Cela étant, le Cniel indique que les Allemands investissent deux fois moins que nous pour produire la même quantité de lait. Certains agriculteurs sont peut-être en sur-investissement par rapport à leur production. De ce point de vue, la compétitivité est alors autant l'affaire des agriculteurs que du législateur. Ce sont les agriculteurs qui doivent trouver l'adéquation entre l'investissement et le prix de revient. Les producteurs doivent moderniser leurs équipements, mais pour amortir de tels investissements, il faut

produire des quantités considérables. Cela met en cause notre vision du modèle d'exploitation familiale. Face à la position dominante de la grande distribution, un observatoire des marges est intéressant mais je doute qu'il réponde à toutes les attentes. Il faut que les producteurs s'allient aux transformateurs pour rétablir un rapport de force mieux équilibré. Ma crainte, du fait du marché unique européen, est que le distributeur privilégie le lait qui vient de Pologne ou d'Allemagne parce que le prix sera plus faible. On retombe donc sur la question de la compétitivité. Je reprendrai le débat sur la TVA dès l'examen du projet de loi de finances pour l'année 2011".

### Sur le foncier, changer nos habitudes

"Il faut préserver les terres agricoles. Ce sont nos habitudes collectives qu'il faut changer, à tous les niveaux, que ce soit le Conseil général quand il élargit les routes, les communes avec leurs équipements collectifs ou l'agriculteur qui vend sa terre quand il prend sa retraite. Je suis réservé sur la proposition de taxer spécifiquement les plus-values sur les terres agricoles converties en terres constructibles, car notre fiscalité doit garder un caractère général. Elle comporte tant de particularités qu'elle n'est plus lisible. En revanche, je pense qu'il faut taxer toutes les plus-values, mobilières et immobilières. Ces réformes deviennent incontournables".

**POUR EN SAVOIR PLUS**  
[www.tva-sociale.org](http://www.tva-sociale.org)